COMMUNAUTE URBAINE DE BORDEAUX

**EXTRAIT
DU
REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU
CONSEIL DE COMMUNAUTE**

**Séance du 23 septembre 2011
(convocation du 12 septembre 2011)**

Aujourd'hui Vendredi Vingt-Trois Septembre Deux Mil Onze à 09 Heures 30 le Conseil de la Communauté Urbaine de BORDEAUX s'est réuni, dans la salle de ses séances sous la présidence de Monsieur Vincent FELTESSE, Président de la Communauté Urbaine de BORDEAUX.

ETAIENT PRESENTS :

M. FELTESSE Vincent, M. CAZABONNE Alain, M. BENOIT Jean-Jacques, M. BOBET Patrick, Mme BOST Christine, M. BRON Jean-Charles, Mme CARTRON Françoise, M. CAZABONNE Didier, M. CHAUSSET Gérard, Mme CURVALE Laure, M. DUCHENE Michel, M. DUPRAT Christophe, Mme FAYET Véronique, M. FLORIAN Nicolas, M. FREYGEFOND Ludovic, M. GAUTE Jean-Michel, M. GAÜZERE Jean-Marc, M. GUICHARD Max, M. HERITIE Michel, Mme ISTE Michèle, M. LABARDIN Michel, Mme LIRE Marie Françoise, M. OLIVIER Michel, M. PIERRE Maurice, M. PUJOL Patrick, M. ROSSIGNOL Clément, M. SAINTE-MARIE Michel, Mme DE FRANCOIS Béatrice, M. SOUBIRAN Claude, M. TOUZEAU Jean, M. TURON Jean-Pierre, Mme LACUEY Conchita, M. MAURRAS Franck, M. SOUBABERE Pierre, Mme TERRAZA Brigitte, M. AMBRY Stéphane, M. ASSERAY Bruno, M. BAUDRY Claude, Mme BONNEFOY Christine, M. BONNIN Jean-Jacques, M. BOUSQUET Ludovic, M. CHARRIER Alain, Mme CHAVIGNER Michèle, Mme COLLET Brigitte, Mlle COUTANCEAU Emilie, M. COUTURIER Jean-Louis, M. DANJON Frédéric, M. DAVID Jean-Louis, M. DAVID Yohan, Mme DELATTRE Nathalie, M. DELAUX Stéphan, Mme DESSERTINE Laurence, Mme DIEZ Martine, M. DOUGADOS Daniel, M. DUART Patrick, M. DUBOS Gérard, M. DUCASSOU Dominique, M. DUPOUY Alain, Mlle EL KHADIR Samira, Mme EWANS Marie-Christine, Mme FAORO Michèle, M. FEUGAS Jean-Claude, Mme FOURCADE Paulette, M. GALAN Jean-Claude, M. GARNIER Jean-Paul, M. GUICHEBAROU Jean-Claude, M. GUICHOUX Jacques, M. GUILLEMOTEAU Patrick, M. GUYOMARC'H Jean-Pierre, Mme HAYE Isabelle, M. HURMIC Pierre, M. JOANDET Franck, M. JUNCA Bernard, M. LAGOFUN Gérard, Mme LAURENT Wanda, M. LOTHAIRE Pierre, M. MANGON Jacques, M. MAURIN Vincent, Mme MELLIER Claude, M. MILLET Thierry, M. MOGA Alain, M. MOULINIER Maxime, Mme NOEL Marie-Claude, Mme PARCELIER Muriel, M. PEREZ Jean-Michel, Mme PIAZZA Arielle, M. QUANCARD Denis, M. RAYNAL Franck, M. REIFFERS Josy, M. RESPAUD Jacques, M. ROBERT Fabien, M. ROUVEYRE Matthieu, Mme SAINT-ORICE Nicole, M. SIBE Maxime, Mme TOUTON Elisabeth, M. TRIJOLET Thierry, Mme WALRYCK Anne.

EXCUSES AYANT DONNE PROCURATION :

M. JUPPE Alain à M. DUCHENE Michel	M. JOUBERT Jacques à Mme CHAVIGNER Michèle
M. DAVID Alain à Mme LACUEY Conchita	M. MAURIN Vincent à Mme MELLIER Claude entre 9 h 50 et 12 h
M. CAZABONNE Didier à M. Alain CAZABONNE à partir de 11 h 35	M. MERCIER Michel à M. AMBRY Stéphane
M. FAVROUL Jean-Pierre à M. SOUBIRAN Claude	M. MOGA Alain à M. MANGON Jacques à partir de 11 h 30
M. GELLE Thierry à M. BONNIN Jean-Jacques	M. MOULINIER Maxime à M. DUBOS Gérard à partir de 12 h
M. LABISTE Bernard à M. FREYGEFOND Ludovic	M. PAILLART Vincent à M. COUTURIER Jean-Louis
M. LAMAISON Serge à M. GUICHOUX Jacques	M. PENEL Gilles à M. GUICHARD Max
M. SAINTE-MARIE Michel à M. FELTESSE Vincent jusqu'à 10H et à partir de 11H	M. POIGNONEC Michel à M. FLORIAN Nicolas
M. ANZIANI Alain à M. BAUDRY Claude	M. QUERON Robert à M. LABARDIN Michel
Mme BALLOT Chantal à Mme EWANS Marie-Christine	M. RAYNAUD Jacques à M. RESPAUD Jacques
Mme BREZILLON Anne à Mme PIAZZA Arielle	M. REIFFERS Josy à M. LOTHAIRE Pierre à partir de 10 h 50
M. BRUGERE Nicolas à M. DUART Patrick	M. ROUVEYRE Matthieu à Mme TERRAZA Brigitte jusqu'à 10 h 20
Mme CAZALET Anne-Marie à Mme COLLET Brigitte	M. SENE Malick à Mme FOURCADE Paulette
M. CAZENAVE Charles à Mme TOUTON Elisabeth	M. SIBE Maxime à Mme PARCELIER Muriel à partir de 11 h 45
Mlle DELTIPLE Nathalie à Mlle EL KHADIR Samira	M. SOLARI Joël à M. DAVID Jean-Louis
M. EGRON Jean-François à Mme FAORO Michèle	M. TRIJOLET Thierry à M. CHARRIER Alain jusqu'à 10 h 30

LA SEANCE EST OUVERTE

Lutte contre les nuisibles - Convention d'intervention sur l'ensemble du territoire communautaire - Décision - Autorisation

Monsieur TURON présente le rapport suivant,

Mesdames, Messieurs

La Communauté urbaine de Bordeaux possède et gère des terrains traversés ou riverains de ruisseaux, jalles, esteys et fossés sur l'ensemble de son territoire.

Dans ces emprises en bordure de cours d'eau, il est observé la présence de plus en plus abondante d'espèces dites nuisibles. Par leur fréquentation, ces espèces entraînent une dégradation et une détérioration des sols, ce qui impacte directement la tenue des berges, digues, et l'écoulement naturel des cours d'eau.

Par conséquent, il convient de déterminer les conditions d'interventions de l'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde, pouvant procéder, conformément à la réglementation en vigueur, à la lutte contre ces nuisibles.

Cette association, gérée en vertu de la loi 1901 (à but non lucratif), rassemble uniquement des bénévoles possédant l'agrément de piégeages de nuisibles. En revanche, l'objectif de l'ADPAG n'est pas de développer une activité économique mais d'organiser, de coordonner les interventions de piégeages au niveau départemental.

Par ailleurs, l'ADPAG, unique association de piégeur existante dans le département (une seule association désignée par département), est reconnue par arrêté préfectoral, lui conférant un agrément au titre des articles L 141-1, et R.252-1 à R.252-29 du code de l'environnement.

C'est pourquoi l'ADPAG répond aux attentes de la Cub, et qu'une procédure d'appel d'offre n'est pas envisageable dans la mesure où c'est la seule structure dans le département rassemblant de manière organisée et encadrée par la loi, les piégeurs agréés pour la lutte contre les nuisibles.

La convention aura pour objet, la lutte contre les espèces classées nuisibles, conformément à la réglementation en vigueur, par arrêté ministériel et préfectoral renouvelé chaque année.

Cette lutte est nécessaire pour prévenir les risques d'inondation, les zoonoses ainsi que les dégâts sur les ouvrages hydrauliques, les berges des cours d'eau et les végétaux. Parmi les espèces que l'on peut rencontrer sur le territoire concerné et qui peuvent être classées, il a été observé entre autre le ragondin, le rat musqué et le lapin de garenne. Plus rarement, il est possible que le raton laveur, le vison d'Amérique et le renard soient observés et concernés par cette lutte.

La convention prendra en compte les interventions sur les terrains propriétés de la Communauté urbaine de Bordeaux, notamment situés en bordure de cours d'eau, ainsi que sur l'emprise des bassins de retenue.

L'Association Départementale des Piégeurs Agréés de la Gironde interviendra à la demande la Direction de l'Eau de la Cub, pour lutter contre la présence d'espèces nuisibles sur le territoire communautaire.

Les piégeurs seront chargés de l'enlèvement des cadavres après capture et mise à mort sur place des individus piégés. Le transport des animaux vivants est interdit.

Au 1^{er} septembre, l'ADPAG fournira à la Cub la liste des piégeurs agréés qui ont été actifs dans le cadre de la convention, pendant l'année cynégétique écoulée.

Au 1^{er} novembre de l'année civile en cours, la Cub procédera au paiement par titre, à l'ADPAG, de la cotisation annuelle de chaque piégeur agréé inscrit sur la liste.

La Cub confie le dédommagement des piégeurs à l'ADPAG qui coordonne l'ensemble des opérations (notamment le piégeage, le financement, etc...)

Cette dépense sera imputée au budget principal:

- chapitre 0011/ compte 6281 / fonction 8112/ CRB TE00 pour l'adhésion à l'association de 16 €,

- ainsi qu'une subvention proportionnelle au nombre d'animaux piégés au chapitre 0011/ compte 6574 / fonction 8112/ CRB TE00,

Soit un montant annuelle estimé à 2 500 € (le montant sera déterminé au 1^{er} septembre de chaque exercice concerné).

Ceci étant exposé, il vous est demandé, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir si tel est votre avis adopter les termes de la délibération suivante :

Le Conseil de Communauté,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU le code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral ;

ENTENDU le rapport de présentation

CONSIDERANT QUE

- Cette lutte contre les espèces classées nuisibles est nécessaire pour prévenir les risques d'inondation,
- Pour entretenir les ruisseaux et fossés sur certains terrains de la Cub, il est nécessaire de passer par l'association des piégeurs agréés de la Gironde (décision préfectorale).

DECIDE

Article 1 : d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté urbaine de Bordeaux à signer la convention d'intervention pour la lutte contre les espèces nuisibles sur les propriétés communautaires en bordure de cours d'eau ci-annexée, (convention sur trois ans)

Article 2 : d'autoriser Monsieur le Président de la Communauté urbaine de Bordeaux à signer tout acte nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

Article 3 : d'autoriser le versement du montant de la participation de la Communauté urbaine de Bordeaux, estimé à 2 500 € par an.

Les conclusions, mises aux voix, sont adoptées à l'unanimité.

Fait et délibéré au siège de la Communauté Urbaine le 23 septembre 2011,

Pour expédition conforme,
par délégation,
le Vice -Président,

REÇU EN PRÉFECTURE LE
19 OCTOBRE 2011

PUBLIÉ LE : 19 OCTOBRE 2011

M. JEAN-PIERRE TURON